

FINANCE & MARCHÉS

« L'horizon des investisseurs est incompatible avec le cycle politique »

Pourquoi si peu d'hommes politiques réussissent-ils à lever des fonds ?

Ily a quarante ans, les hommes politiques qui rejoignaient le privé allaient dans des cabinets prestigieux d'avocats, puis dans la banque d'affaires et aujourd'hui le « private equity », une greffe qui ne prend pas toujours. Les hommes politiques pensent que leurs liens avec de grands fonds de pension internationaux leur donnent accès, de manière engageante, à des capitaux et qu'ils peuvent ensuite tirer parti

du système d'intéressement des fonds. Mais une poignée de main et leur carnet d'adresses n'en feront jamais des investisseurs. En réalité, le monde de l'investissement, qui vit sur des cycles de 8 à 10 ans, est incompatible avec le cycle des politiques, dont l'horizon se cale sur six mois, dans la perspective d'une prochaine élection. Sauf à renoncer complètement à une vie politique.

Que peuvent apporter les personnalités politiques ?

Une nouvelle vague d'hommes et de

femmes politiques, qui s'intéressent au capital-risque et à l'innovation, peuvent faire la différence. Si tant est, cependant, qu'ils ne cherchent pas à monétiser leurs relations avec les grands pourvoyeurs de capitaux, mais à faire valoir leur connaissance des entrepreneurs et de l'écosystème du soutien public à l'investissement. Le politique et le non-coté se rejoignent de manière efficace lorsque le premier est guidé par une vision de long terme, comme c'est le cas pour l'investissement dans les infrastructures ou dans les start-up.

Cette fracture entre les fonds et les politiques est-elle en train de disparaître ?

Celle-ci est profonde, car elle tient à la suspicion qu'entretient la sphère publique vis-à-vis des entreprises et des entrepreneurs qui font des profits. Mais le « private equity » est le plus gros employeur privé en France, ce qui lui confère un poids sociétal indéniable. Les politiques ne peuvent l'ignorer. D'autant que les fonds peuvent jouer, à ce titre, un rôle de passerelle entre les

entreprises et les politiques. Il y a néanmoins une frontière à ne pas franchir. La finalité de l'investisseur est de créer de la valeur, pas de servir la politique française. Les fonds devraient d'ailleurs s'inquié-

INTERVIEW DIANE SEGALEN

Chasseuse de têtes, fondatrice du cabinet Segalen + Associés



DR

ter. Si les politiques pensent de plus en plus aujourd'hui qu'ils vont faire de l'argent en investissant comme des fonds... c'est que la classe d'actifs doit se réinventer.

Propos recueillis par A. D.

Diane Segalen : « L'horizon des investisseurs est incompatible avec le cycle politique »

Pourquoi si peu d'hommes politiques réussissent-ils à lever des fonds ?

Il y a quarante ans, les hommes politiques qui rejoignaient le privé allaient dans des cabinets prestigieux d'avocats, puis dans la banque d'affaires et aujourd'hui le « private equity », une greffe qui ne prend pas toujours. Les hommes politiques pensent que leurs liens avec de grands fonds de pension internationaux leur donnent accès, de manière engageante, à des capitaux et qu'ils peuvent ensuite tirer parti du système d'intéressement des fonds. Mais une poignée de main et leur carnet d'adresses n'en feront jamais des investisseurs. En réalité, le monde de l'investissement, qui vit sur des cycles de 8 à 10 ans, est incompatible avec le cycle des politiques, dont l'horizon se cale sur six mois, dans la perspective d'une prochaine élection. Sauf à renoncer complètement à une vie politique.

Que peuvent apporter les personnalités politiques ?

Une nouvelle vague d'hommes et de femmes politiques, qui s'intéressent au capital-risque et à l'innovation, peuvent faire la différence. Si tant est, cependant, qu'ils ne cherchent pas à monétiser leurs relations avec les grands pourvoyeurs de capitaux, mais à faire valoir leur connaissance des entrepreneurs et de l'écosystème du soutien public à l'investissement. Le politique et le non-coté se rejoignent de manière efficace lorsque le premier est guidé par une vision de long terme, comme c'est le cas pour l'investissement dans les infrastructures ou dans les start-up.

Cette fracture entre les fonds et les politiques est-elle en train de disparaître ?

Celle-ci est profonde, car elle tient à la suspicion qu'entretient la sphère publique vis-à-vis des entreprises et des entrepreneurs qui font des profits. Mais le « private equity » est le plus gros employeur privé en France, ce qui lui confère un poids sociétal indéniable. Les politiques ne peuvent l'ignorer. D'autant que les fonds peuvent jouer, à ce titre, un rôle de passerelle entre les entreprises et les politiques. Il y a néanmoins une frontière à ne pas franchir. La finalité de l'investisseur est de créer de la valeur, pas de servir la politique française. Les fonds devraient d'ailleurs s'inquiéter. Si les politiques pensent de plus en plus aujourd'hui qu'ils vont faire de l'argent en investissant comme des fonds... c'est que la classe d'actifs doit se réinventer.

Propos recueillis par A. D., Les Echos

@ANNDRIF Suivre @ANNDRIF